

# Union pour sauver le pays

A la fois serein et préoccupé, M. Benhamouda, fait montre d'assurance et aborde avec esprit constructif les questions des plus épineuses. Le poids intenable des prix, les licenciements et compressions d'effectifs, les usines qui menacent de fermer, une fiscalité injuste, une UGTA qui reste à édifier, un pays à sauver de la catastrophe ont été au coeur de cet entretien.

Entretien réalisé par R. Ziane, B. Mounaim.



Alger républicain : Lors de la dernière conférence de presse, vous avez annoncé que l'UGTA avait arrêté une position définitive sur les dernières augmentations des prix allait entamer une série de rencontres avec différents partenaires sociaux du secteur public et privé. Où est-ce que cela en est ?

M. Benhamouda : "En vérité, ces contacts sont entrepris depuis quelque temps, bien avant cette conférence, ils se poursuivent jusqu'à aujourd'hui. Les partenaires sont conscients de la gravité et de la complexité de la situation. Ils partagent largement notre point de vue et trouvent notre approche des problèmes logique et réaliste. Tous reconnaissent les conséquences néfastes de la dégradation du pouvoir d'achat sur la production, sur l'emploi. Les opérateurs publics et privés sont condamnés à s'allier pour sauver l'entreprise productive nationale, il y va de leur propre intérêt. L'entreprise qui n'arrive pas à écouler sa marchandise, parce que les travailleurs, les gens ont un pouvoir d'achat très faible est condamnée à fermer ; la situation sera donc plus grave, car des milliers de salariés seront jetés au chômage !".

Nous sommes convaincus que la seule solution est le redressement économique des entreprises, qu'elles soient publiques ou privées. Nous sommes pour la sauvegarde et le renforcement du secteur public, ceci ne veut pas dire que nous sommes contre le secteur privé productif, nous pensons qu'il existe une complémentarité entre les deux. Par contre, nous sommes contre les spéculateurs.

Le dialogue se poursuit avec nos partenaires sociaux ; nous sommes condamnés à trouver une issue ensemble.

## LE DIALOGUE CONTINUE

AR : Avez-vous relancé les négociations avec le gouvernement ?

AB : "Nous avons repris contact, les concertations bilatérales doivent se poursuivre, mais le mieux serait de les élargir, d'arriver à des rencontres tripartites, se mettre ensemble autour d'une table, définir les prérogatives et les responsabilités de chacun pour prendre par la suite la position la plus responsable. Cela fait plus d'une année que l'UGTA appelle à un dialogue national. Nous voulons interpeller les consciences, les forces vives et patriotiques, car la situation est grave et le pays a besoin d'un front pour le sauver. Dans ce sens, l'UGTA qui veille sur l'autonomie de son action, qui est une organisation syndicale indépendante demeurera une force constructive ; déterminée à défendre l'intérêt national, elle ne se laissera pas manipuler par ceux qui veulent la pousser à la casse".

## RELEVEMENT DES SALAIRES SANS SURENCHERES NI DEMAGOGIE

AR : L'UGTA est contre les propositions du gouvernement qui consistent à allouer des primes aux travailleurs. Que propose-t-elle alors ? A-t-elle fait par exemple une étude précise concernant l'augmentation des salaires ?

AB : Pour ne pas vous mentir, nous n'avons pas fait d'étude précise sur la question salariale. Toutefois, nous avons mis en place un groupe qui travaille. Nous estimons, qu'avant de discuter des salaires, il faut d'abord définir un budget familial type. Nous avons pris comme échantillon une famille ouvrière composée d'un couple et de sept enfants et qui vit avec le SMIG actuel. Nous sommes arrivés à la conclusion que lui est impossible de vivre avec 2 000 DA ! Actuellement, il faut à cette même famille salariale de 8 600 DA pour pouvoir vivre à raison de : 3 075,00 DA pour l'alimentation

630,00 DA loyer et charges  
2 226,00 DA habillement et linge de maison  
928,00 DA hygiène et soins  
697,00 DA équipement et entretien  
240,00 DA transport et déplacement.

Nous sommes des gens réalistes, nous connaissons les difficultés financières du pays, nous n'allons pas revendiquer un SMIG à 8 600 DA, ou une augmentation de 100 % des salaires ! Mais, il faut bien en sortir ! Des solutions existent. Prenons l'exemple du sucre qu'on importe à raison de 300

milliards de dollars/an et dont le prix est soutenu par l'Etat, les 2/3 de cette somme sont purement et simplement gaspillés, ceux qui "se sacrent" dans l'affaire sont le secteur de la confiserie et la contrebande. L'UGTA trouve que c'est inadmissible que "l'Etat continue à financer en devises des secteurs parasitaires", alors qu'une somme pareille peut être économisée au profit du relèvement des salaires de base, du renouvellement partiel des équipements des entreprises qui peuvent ainsi, faire augmenter de 30 à 40 % leurs capacités de production ; C'est ainsi, que nous pouvons contribuer à la relance économique et à la préservation de l'outil de travail, de l'emploi. Si par exemple, on répare les 40 000 bus et les 10 000 camions en panne, ce sont des centaines de postes de travail qu'on pourra créer !

Ceci dit, l'UGTA, n'a pas toutes les données pour pouvoir affiner ses propositions. Quand on parle de transparence, il faut être conséquent, car entre le discours et la réalité, il y a tout un monde !

## REHABILITER LA VALEUR TRAVAIL

AR : L'UGTA répète souvent, dès qu'il s'agit de pouvoir d'achat qu'il faut relever les bas salaires. Qu'entendez-vous, par bas salaires ? Préconisez-vous un nivellement par le bas ? Dans ce cas, que deviennent les catégories productives : ouvriers spécialisés, techniciens, ingénieurs ?

AB : "L'UGTA défend tous les salariés. Elle refuse la surenchère et la démagogie, elle se bat pour qu'on redonne au travail sa vraie valeur, pour qu'on donne toute sa considération au salarié. Nous sommes contre l'égalitarisme, car il nuit à la valeur réelle du travail. Un infirmier ne doit pas être payé comme un chirurgien ! Nous avons des exemples aberrants où un agent d'exécution est mieux payé qu'un agent de maîtrise, où des cadres moyens, des techniciens n'ont pas touché d'augmentation depuis 10 ans, car on a toujours revendiqué l'augmentation "des bas revenus" sans penser aux autres catégories qui stagnent. Nous devons absolument corriger cette politique, prévoir une révision conséquente et harmonieuse des salaires".

## PAS DE SOLUTIONS EXTREMISTES

AR : La compression des effectifs est un véritable dilemme : faut-il maintenir des travailleurs dans une entreprise menacée de fermeture et leur garantir coûte que coûte leurs salaires ou plutôt maintenir l'entreprise en vie, en utilisant ses moyens financiers réduits à la faire tourner en sacrifiant une partie du personnel ?

AB : "Nous sommes un syndicat, notre rôle est de défendre l'emploi, l'outil de travail et non encourager le paiement de salaire pour un travail non effectué. Il faut bien définir ce qu'on appelle "pléthore des effectifs", revoir avec toute objectivité la restructuration des entreprises. Il existe souvent un très grand déséquilibre dans les entreprises d'un même secteur, certains ont un sur-effectif, d'autres manquent de personnel. Dans ce cas, n'est-il pas plus juste de revenir à des regroupements d'entreprises du même secteur, procéder à des recyclages, revoir les organigrammes, mieux répartir le personnel !

La question de la compression des effectifs doit obéir à la réglementation en vigueur, les lois sociales sont très claires là-dessus. Malheureusement, nous constatons que la situation de certaines entreprises est vraiment inquiétante, elles sont menacées de fermeture d'où une menace plus grande sur l'emploi. On parle d'économie de marché, mais la réalité est que c'est une économie sauvage qui règne dans le pays. Comment expliquer la taxation de 15 % sur un produit fini importé alors que la matière première de ce même produit est taxée à 25 %, c'est le cas des textiles !

Ce qui nous inquiète également, c'est que le travailleur est le dernier à bénéficier de ses droits ! Il y a de l'argent pour importer des véhicules de luxe, mais pas pour importer les pièces de rechange, on n'impose pas les hautes fortunes, mais on réclame sur les indemnités des travailleurs licenciés. Il faut mettre fin à ces aberrations !

AR : L'allocation et le relèvement des salaires doivent-ils être pris en charge par l'Etat ou les entreprises ? Qu'en sera-t-il pour les entreprises déficitaires ?

AB : "Certes la sécurité sociale ne doit pas tout prendre en charge, rappellons aussi que si le tiers des cotisants est compressé, cela affaiblira sûrement les rentrées financières de l'Etat et les entreprises, chacun doit prendre en charge ce qui lui revient comme obligations. Les entreprises créatrices d'emplois devraient être moins pénalisées, par contre, on constate que ce sont celles qui compressent qui le sont le moins. Quant à la participation de l'Etat, on peut envisager à travers des institutions, par exemple, pourquoi ne pas lever 3 % des 6 % de l'impôt forfaitaire aux entreprises, ce qui permettra de donner 3 000 DA en moyenne mensuellement à 300 000 chômeurs".



Jamais une loi sur la fiscalité n'a été proposée ou soumise à l'APN.

Les seuls secteurs qui appliquent la réglementation en matière d'impôts sont les entreprises publiques ou alors certains citoyens, producteurs honnêtes. Sinon de vastes secteurs continuent à échapper complètement à tout contrôle. Certains investisseurs encouragés dans le cadre du déploiement de l'investissement productif ont bénéficié d'exonération d'impôts pour une durée bien déterminée, mais malheureusement, ils ont continué à réaliser des profits, à investir sans que l'Etat s'inquiète de leur situation fiscale.

L'étalage des richesses par certains est au grand jour. Cependant, les services du fisc ne jouent pas leur rôle, il n'existe aucune mesure les obligeant à payer des impôts, alors que dans les autres pays capitalistes, le contrôle est de rigueur, nul n'échappe au fisc".

UGTA PUISSANTE ET DEMOCRATIQUE A EDIFIER

AR : On constate un recul de représentativité de votre organisation syndicale dans certains secteurs où l'UGTA était dominante à l'exception des dernières élections aux comités de participation de la SNVI. Comment expliquer ce phénomène ?

AB : "Ce qui s'est passé au complexe BIOTIC de Médéa, à l'entreprise SNVI ; et dans d'autres entreprises est une violation de la réglementation en vigueur. La justice a d'ailleurs été saisie. Des syndicats sont créés par simple dépôt de dossiers, les responsables concernés que ce soit au niveau de l'entreprise ou de l'inspection du travail, ne contrôlent même pas, si les critères sont pris en considération ou pas entre autres, avoir l'adhésion de 20 % des effectifs !

Par contre, quand l'UGTA renouvelle une section syndicale, elle crée un syndicat de branche, etc. On lui impose un tas de mesures bureaucratiques, on laisse traîner les dossiers. Les travailleurs sont parfois pris en otage ; des courants politiques exercent leur influence sur eux afin de les gâcher, non pas sur la base de revendication purement syndicale, mais pour servir de relais aux partis politiques dans les entreprises. Je pense que nous manquons de culture syndicale. Ce n'est pas cela le multi-syndicalisme. Il y a des lois universelles, des lois nationales qu'il faut savoir respecter. La représentativité syndicale se gagne par le travail syndical, chaque syndicat doit avoir sa plate-forme revendicative, et se battre avec ses adhérents à la défendre, les travailleurs pourront à ce moment-là faire la différence et choisir réellement et en toute démocratie leurs représentants".

AR : L'UGTA s'est-elle fondamentalement démocratisée ? On relève la persistance de certaines pratiques hégémoniques et anti-démocratiques comme lors de certains des derniers congrès syndicaux. Qu'en pensez-vous ?

AB : "L'UGTA, c'est aussi des individus avec leurs faiblesses et leurs limites. Il existe certes, des lacunes et insuffisances, mais, nous sommes convaincus qu'il faut absolument démocratiser l'organisation syndicale, nous sommes en train de reconstruire l'UGTA. Des progrès ont été enregistrés, mais beaucoup reste à faire. Nous avons délaissé les tâches organiques pendant longtemps, nous avons pris du retard dans l'application des résolutions du 8ème congrès, parce que nous étions occupés par les questions socio-professionnelles. Pendant ce temps, profitant de la démobilité des travailleurs, certains syndicats ont occupé le terrain encouragés, malheureusement par certains responsables des pouvoirs publics.

Notre noble tâche sera ardue, car la conjoncture est difficile. Nous voulons instituer une organisation syndicale de tous les travailleurs, cela va demander du temps. Nous pensons que notre organisation est démocratique, si on la compare aux autres syndicats existants, mais elle est minée, on cherche à la casser. Certes, les contraintes et difficultés reculeront quand les travailleurs prendront conscience qu'il faut absolument préserver leur unité et lutter pour l'autonomie de leur organisation syndicale.

Le pluralisme syndical, nous y croyons, puisque nous sommes pour la démocratie. Cependant, nous estimons qu'il ne peut pas se construire en un an !

CRISE IMMINENTE

AR : Vous avez parlé de crise imminente, après les législatives. Pourquoi ? Que comptez-vous faire pour éviter cela au pays ?

AB : "Nous disons que la crise sera reconduite après les législatives, car c'est une crise de société. Au vu de la carte politique, il n'existe en réalité qu'une quinzaine de partis. Ils ne peuvent se rencontrer sur un même programme. A défaut de parti majoritaire, les trois ou quatre partis présents au Parlement formeront un gouvernement de coalition, mais qui sera fragile, sans parler des retombées sociales de cette instabilité politique. Consistent de ce danger, l'UGTA appelle à un dialogue national qui peut contribuer à une stabilité même relative. Toutes les parties concernées doivent avancer des propositions concrètes, en mesure d'aider le pays à sortir de la crise.

Nous déplorons le fait qu'après trois années de pluralisme, on continue toujours à regarder en arrière au lieu d'essayer de trouver ensemble des solutions. Avant ces élections, nous estimons urgent de dégager une plate-forme minimale pour redresser la situation et s'engager à la défendre. Sur cette base, les citoyens sauront à quoi s'en tenir et prendront le temps de se préparer à des futures élections. Un consensus est aujourd'hui vital pour sauver le pays.

MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS  
DIRECTION DES PRODUITS ET SERVICES  
DES TELECOMMUNICATIONS

USAGERS DU TELEPHONE

Sachez que :

La tarification des communications téléphoniques par voie automatique tient compte de la durée et de la distance

A titre indicatif, une communication de 10 (dix) minutes coûte actuellement :

I - Dans les relations nationales -

- \* Même communication de base 9,10 DA
- \* Entre Oran et Mostaganem (trajet de distance inférieur à 100 Km) 7,70 DA
- \* Entre Oran et Tizi Ouzou (trajet de distance comprise entre 100 et 200 Km) 14,70 DA
- \* Entre Oran et Alger (trajet de distance comprise entre 200 et 500 Km) 17,50 DA
- \* Entre Oran et Constantine (trajet de distance supérieure à 500 Km) 24,50 DA

II - Dans les relations internationales -

- \* Algérie - France 216,00 DA
- \* Algérie - Arabie Saoudite 277,00 DA
- \* Algérie - Royaume Uni 292,50 DA
- \* Algérie - Etats Unis 370,00 DA

Toutefois, il est signalé que les communications interurbaines, établies par voie automatique entre 20h 00 et 08h 00 et les vendredis et jours fériés bénéficient d'une réduction de 20 %. Les communications internationales ne sont pas concernées.

Avant toute communication, rappelez-vous que :

- Une communication interurbaine coûte en moyenne 12 fois une communication locale.
- Une communication internationale coûte en moyenne 102 fois une communication locale.

COMMUNICATION

ENEL SPA AZAZGA

AVIS DE VENTE

Le complexe des matériels électrotechniques industriels d'Azazga met en vente au plus offrant et sur soumissions cachetées, d'importants lots de matériels de :

- Electricité
- Plomberie
- Mécanique
- Menuiserie
- Ferraille diverse
- Tours de câbles électriques (différentes sections)

Les visites sont autorisées du samedi au mercredi de 9 heures à 12 heures au complexe de Fréha (Azazga).

Les soumissions doivent parvenir sous double enveloppe cachetée à la direction du complexe MEI BP 17 - Azazga (wilaya de Tizi-Ouzou).

L'enveloppe extérieure doit porter la mention : "Ne pas ouvrir soumission sous pli cacheté"

La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours après parution du présent avis.

Les ventes sont faites sans garantie et les enlèvements doivent être effectués sous huitaine.

Le règlement se fera au comptant, par chèque certifié ou en espèce.